

# Thermalisme, une richesse à valoriser

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Pour une meilleure gestion de la profession  
**Prochaine création d'une  
organisation nationale  
des vétérinaires**

Page 2

Quatorzième année - N° 4709 - Mardi 19 février 2019 - Prix : 10 DA

Regard

## Les familles algériennes arrivent-elles à gérer leur budget ?

Page 4

### Syrie, le temps du rappel des troupes

Par Mohamed Habili

**D**onald Trump, qui s'apprête à annoncer tout à la fois la victoire sur Daech et le début du retrait des troupes en Syrie, tente de forcer la main des Européens pour qu'ils reprennent leurs compatriotes membres de l'organisation défaite détenus dans les camps kurdes, en brandissant la menace de les relâcher dans le cas où eux-mêmes persistent à ne pas vouloir d'eux. Dans le tweet qu'il consacre à ce sujet, il a pris soin de nommer les Etats européens les plus représentés dans les camps de détention kurdes, encore qu'il puisse y en exister d'autres qui ne soient pas kurdes. Ce sont la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, les autres n'étant pas spécifiés. Ces trois Etats sont les plus importants d'Europe. De tous les pays occidentaux, ce sont les deux premiers qui auront le plus fait pour renverser le régime syrien. Si finalement celui-ci ne l'a pas été, ce n'est pas de leur part faute d'avoir essayé. Ils voulaient rééditer en Syrie l'exploit qu'ils avaient accompli en Libye. Les Américains ayant déjà estimé sous Barack Obama avoir été floués par eux dans l'affaire libyenne se sont bien gardés de commettre la même erreur en se laissant embarquer par eux dans une entreprise du même ordre en Syrie. On comprend dès lors que leur président actuel en vient maintenant à les désigner, l'air de ne pas y toucher, comme les plus grands pourvoyeurs occidentaux de terroristes en Syrie, en leur adjoignant l'Allemagne par la même occasion.

Suite en page 3

### Journée nationale du chahid

# Le message de Bouteflika aux Algériens



Dans un message à l'occasion de la Journée nationale du chahid, on retrouve toute la sève patriotique qui a irrigué et irrigue encore le parcours de Abdelaziz Bouteflika, en sa qualité de moudjahid puis, depuis l'indépendance, de par son engagement au seul service de la nation algérienne. Un message qui en contient plusieurs, convergeant tous vers l'intérêt suprême du pays. Lire page 2

Tizi Ouzou

## Un autre réseau de faux monnayeurs démantelé à Ouaguenoune

Page 24

Édition

## «La Guerre d'Algérie dans le roman français», un essai de Rachid Mokhtari

Page 13

Journée nationale du chahid

# Le message de Bouteflika aux Algériens

■ Dans un message à l'occasion de la Journée nationale du chahid, on retrouve toute la sève patriotique qui a irrigué et irrigue encore le parcours de Abdelaziz Bouteflika, en sa qualité de moudjahid puis, depuis l'indépendance, de par son engagement au seul service de la nation algérienne. Un message qui en contient plusieurs, convergeant tous vers l'intérêt suprême du pays.

Par Lynda Naili

« La sécurité de l'Algérie ne suppose pas uniquement la force armée, mais

## Protection Pour une lutte efficace contre le commerce illégitime d'espèces animales

LE DIRECTEUR général des forêts, Ali Mahmoudi a insisté, lundi à Alger, sur la nécessité de renforcer la lutte contre le commerce illégitime des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, et ce, en fédérant les efforts de diverses institutions. S'exprimant à l'ouverture d'un atelier de formation sur la lutte contre le commerce illégitime des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, organisé en collaboration avec le bureau du Fonds international pour la protection des animaux «International fund for animal welfare (IFAW)», M. Mahmoudi a relevé l'importance de renforcer le contrôle aux frontières du pays et la lutte contre le commerce de ces espèces. L'atelier de formation vise à renforcer les capacités et les compétences dans le domaine de la gestion de la faune et de la flore des participants qui comptent des représentants des services des douanes, de la justice, de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale, de la pêche et de l'aquaculture, et ce, outre des éléments des services des forêts et des vétérinaires. «Nos espèces sont aujourd'hui menacées, citons pour exemple les singes magots auxquels des individus administrent des somnifères et les transportent dans des sacs à travers la frontière tunisienne notamment. Ils se retrouvent alors en Italie ou dans d'autres pays», a-t-il expliqué à la presse en marge de l'atelier. M. Mahmoudi a fait savoir que cette pratique illicite pourrait également toucher d'autres espèces comme le fennec, le guépard, la hyène rayée ou encore des espèces végétales qui méritent d'être protégées et de demeurer en Algérie. Pour lutter contre ces trafics, la DGF consent un important travail de sensibilisation et saisie aussi souvent des animaux en voie de disparition au niveau des marchés, a expliqué M. Mahmoudi en notant que ce travail ne concerne pas seulement la DGF. Il a également ajouté que ces trafiquants représentent «des filières très bien organisées (...). Nous espérons une aide de la part des services des douanes, de la gendarmerie et de la police, pour limiter ce trafic».

H. Y.

également la maturité, l'unité, l'action et le consensus national», a affirmé hier le Président Bouteflika dans ce message. A ce titre, le chef de l'Etat, dans un message à l'occasion de la Journée nationale du chahid lu en son nom par le ministre des Moudjahidine, Tayeb Zitouni, à Tiaret où se déroulent les festivités officielles de cette journée, a soutenu que la sécurité de l'Algérie requérait «l'unité, l'action et le consensus national», exhortant ainsi l'ensemble du peuple algérien «à faire prévaloir l'intérêt suprême du pays». Et pour cause, pour le Président, «la sécurité de l'Algérie ne suppose pas uniquement la force armée, mais également la maturité, l'unité, l'action et le consensus national».

## Les Algériens exhortés à «faire prévaloir l'intérêt suprême du pays»

Aussi, a-t-il exhorté «l'ensemble des enfants du peuple algérien à unir leurs forces pour la préservation du serment fait aux chahada de continuer le combat sur la voie de la construction et l'édification», ainsi qu'à «faire prévaloir l'intérêt suprême du pays sur la diversité des idées chaque fois qu'il est question de la sauvegarde de notre indépendance politique, économique et sécuritaire». Et pour cause, pour Bouteflika, l'enjeu «aujourd'hui» face à «un environnement jalonné de menaces et de bouleversements» est «de veiller à la préservation des acquis réalisés dans tous les domaines, et de rester mobilisés pour davantage de progrès». «Aussi, pouvons-nous, au vu des réalisations de l'Algérie indépendante en matière de progrès



PH/D. R.

économique et de promotion sociale et au regard de sa voix retentissante dans le concert de nations au service des causes justes et pour la défense d'un monde de paix et de sécurité, réaffirmer que le sang pur de nos martyrs n'aura pas été vainement versé», ajoutera le chef de l'Etat. Par ailleurs, Bouteflika a rappelé que l'Algérie indépendante a été fortement ébranlée durant la tragédie nationale, mais «grâce à la bravoure et à la résistance du peuple algérien (...) l'Algérie a su dépasser sa tragédie nationale, d'abord par la Concorde civile, puis par la Réconciliation nationale». Pour cela, écrira le chef de l'Etat «nous remercions Dieu pour cette bénédiction et pour toutes les réalisations de l'Algérie dans le cadre de la paix, de la sérénité et de la fraternité».

## Toutes les libertés sont désormais «une réalité tangible»

Le Président Bouteflika estimera que «toutes les libertés dont jouissent les peuples développés sont désormais une réalité tangible en Algérie, aussi bien en termes de pluralisme politique, de liberté d'expression, de droits de l'Homme que d'égalité homme-femme ainsi que de tout ce dont rêvait notre brave peuple à l'époque de l'obscurantisme et de l'iniquité coloniale», a affirmé le Président. En somme dans son message, le Président Bouteflika, estimant que la Journée nationale du chahid est «un rappel de certaines réalités, par devoir et reconnaissance aux artisans de notre liberté, dont l'édification de l'Algérie était le rêve et l'objectif suprême de leur sacrifice», dira que «tout ce qui a été réalisé

grâce à leur combat et à leurs sacrifices (...) ne sauraient être sauvegardés et consolidés sans davantage d'effort et d'unité et même de sacrifice, le cas échéant».

Auparavant, le chef de l'Etat, a rendu un «hommage» à «tous les corps de sécurité, officiers, sous-officiers et soldats pour leur professionnalisme et leurs sacrifices ainsi que pour leur mobilisation contre les résidus du terrorisme et pour la préservation de la paix et de la stabilité de l'Algérie». La célébration de cette date, symbole du sacrifice suprême pour la libération du pays est injectée, à l'image des lignes de ce message, d'un faisceau de vecteurs appelant chaque Algérien à se montrer au quotidien digne du mot d'ordre éternel «Gloire à nos valeureux martyrs»...

L. N.

Pour une meilleure gestion de la profession

## Prochaine création d'une organisation nationale des vétérinaires

Pour une meilleure organisation de la profession, le projet de loi relatif aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale, présenté hier devant l'APN, vise principalement à instituer un Ordre national des vétérinaires qui sera doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Actuellement, l'Algérie compte près de 20 000 vétérinaires dont plus de 3 000 fonctionnaires exerçant au sein des directions des services agricoles, tandis que le reste est réparti entre vétérinaires privés, délégués médicaux et chômeurs. Le projet de texte relatif à cette activité qui modifie et complète le texte législatif de 1988, stipule que l'exercice de la médecine vétérinaire et de la chirurgie vétérinaire des animaux est subordonnée à une autorisation du ministère chargé de l'Agriculture et doit être également inscrit au tableau de l'Ordre national des vétérinaires. Cet Ordre national des vétérinaires sera doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, et regroupera l'ensemble des médecins vétérinaires quel que soit leur statut. Il aura pour missions de veiller à l'organisation de la profession, au respect de ses règles, ses usages, sa déontologie

et de la législation et de la réglementation régissant l'exercice de la médecine vétérinaire. Il sera chargé notamment de contribuer à l'élaboration du code d'éthique et de déontologie de la profession et d'élaborer le règlement intérieur de l'Ordre national des vétérinaires et d'assurer la promotion des bonnes pratiques vétérinaires. Il sera chargé aussi de valoriser et d'associer les thèmes et les résultats d'études et de recherches scientifiques et les exploiter avec les bonnes pratiques vétérinaires, de contribuer à la définition des programmes d'enseignement de la santé vétérinaire et de veiller à l'amélioration et l'actualisation des connaissances dans le cadre de la formation vétérinaire continue technique et scientifique. Comme il aura pour mission de veiller à la santé et au bien-être animal et d'émettre des avis à la demande des autorités sur des programmes généraux de gestion sanitaire et de bioéthique. Dans le cadre de ce projet de loi, le conseil national et les conseils régionaux de l'Ordre national des vétérinaires seront investis chacun en ce qui le concerne du pouvoir disciplinaire et de sanction et ils se prononcent sur toute violation des règles d'éthique et de déon-

tologie. Selon l'exposé des motifs de ce projet de loi, l'objectif recherché est de permettre aux vétérinaires de préserver et de développer leurs compétences en vue d'assurer la sécurité sanitaire du cheptel et un environnement zoo sanitaire propice au développement de l'élevage et à la stabilisation des éleveurs. Il s'agit aussi de mettre en conformité la législation vétérinaire avec les normes internationales, et ce, au service des citoyens et du développement économique. L'Ordre national des vétérinaires aura également pour mission de protéger les investissements consentis par l'Etat dans le domaine de la santé animale et de la santé publique, de contribuer à asseoir un environnement sain et bio-sécurisé et de mettre en œuvre et de protéger les activités économiques liées à l'animal et aux sous-produits animaux, note l'exposé des motifs. Les auteurs de ce projet de loi font valoir aussi que la mise en place de cet organe, qui s'inscrit dans le cadre des engagements de l'Algérie envers l'Organisation mondiale de la santé animale, contribuera à renforcer davantage les échanges internationaux liés à la santé animale.

Thinhinene Khouchi

Exploitation de 282 sources thermales pour la promotion du tourisme

## Thermalisme, une richesse à valoriser

■ Malgré l'importance du potentiel thermal dont dispose l'Algérie et la demande croissante sur ce créneau, l'offre algérienne de santé et de bien-être reste insuffisante, même s'il existe actuellement 27 établissements en exploitation et plus de 30 projets en cours de réalisation.



Par Louiza Ait Ramdane

L'Algérie dispose d'un potentiel considérable réparti sur l'ensemble du territoire national et caractérisé par la diversité des vertus thérapeutiques de ses eaux. Le tourisme thermal et de bien-être constitue une priorité de développement du secteur, compte tenu du potentiel thermal disponible, ainsi qu'une demande croissante multiforme de la population en quête de villégiature, de détente, de soins et de remise en forme. Le premier responsable de secteur du tourisme, Abdelkader Benmessououd, a insisté sur l'impératif du développement de l'investissement dans ce domaine, d'autant plus que l'Algérie dispose d'un potentiel énorme en la matière. Il a indiqué que d'immenses perspectives sont ouvertes dans l'investissement thermal qui produit une véritable richesse et favorise la santé publique. C'est cette double attractivité, de détente et de cure, qui fait du tourisme thermal, une des premières destinations du touriste local et attire

même beaucoup de touristes étrangers. Le potentiel est là. L'actualisation du bilan thermal réalisé en 2015 a permis d'identifier 282 sources thermales, réparties sur les 38 wilayas, a indiqué le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, lors d'une rencontre sur le tourisme thermal en Algérie, à l'Hôtel Sofitel, Alger. Par ailleurs, sur les 282 sources répertoriées, et en plus de celles qui sont déjà exploitées, 100 sites peuvent abriter de nouveaux projets.

En outre, pas moins de 82 autorisations pour l'exploitation des sources thermales dont 72 sont de nouveaux projets à réaliser au profit d'investisseurs privés et 10 pour le secteur public ont été délivrées. Aussi, les sources thermales en question comptent 8 stations thermales publiques et le centre de thalassothérapie à Sidi Fredj, qui font actuellement l'objet d'une opération de modernisation et réorganisation, selon le ministre. L'enveloppe consacrée pour ce faire s'élève à 12 milliards de dinars. Cette opération inclut également la formation de la res-

source humaine. Ceci dans l'objectif d'encourager l'investissement touristique dans ce secteur qui a été délaissé pendant longtemps. A ce titre, la rencontre internationale sur le développement du tourisme thermal en Algérie est organisée dans le but d'étudier et proposer les mécanismes et les outils nécessaires à la mise en œuvre du plan de développement mis en place, a indiqué le ministre du Tourisme. Abdelkader Benmessououd a tenu à rappeler les dernières mesures prises par son secteur pour développer l'organisation et faciliter l'exploitation de ces stations thermales en matière d'investissement, soulignant que le décret ministériel de 1999 portant gestion de ces stations a été actualisé en 2007 en vue de renforcer et de définir les méthodes de classification de ces projets thermaux et les modes d'exploitation de leurs eaux minérales.

Pour les besoins de la promotion de cette activité vitale et prometteuse pour le développement du tourisme, Abdelkader Benmessououd a fait savoir

qu'une stratégie nationale a été tracée pour développer et faire contribuer l'activité touristique thermique dans la concrétisation du développement économique, l'amélioration de l'image touristique de l'Algérie et le renforcement du marché national dans ce domaine.

Djamel Alili, directeur des activités thermales au ministère du Tourisme, a indiqué que pour développer le thermalisme il faut d'abord mettre nos stations aux normes internationales. Pour cela, a-t-il ajouté, nous avons invité des leaders étrangers dans cette filière, notamment la Turquie, la Roumanie, pour s'inspirer de leur expérience dans le domaine. En matière de régulation, il a fait remarquer qu'un projet de décret modificatif qui permet de régir cette activité a été mis en place. Parmi les modifications apportées avec ce décret, l'intervenant cite les facilitations dans les dossiers d'investissement, la normalisation des pratiques, la formation des ressources humaines pour pouvoir arriver à un produit de qualité. L. A. R.

NAPEC 2019 à Oran

## Les futurs enjeux énergétiques prochainement en débat

Les futurs enjeux du secteur énergétique sur le plan national et international seront au menu des conférences-débats, lors de la 9<sup>e</sup> édition du Salon international sur l'industrie pétrolière et gazière en Afrique du Nord (NAPEC 2019), prévue du 10 au 13 mars à Oran, a-t-on appris hier des organisateurs. «Des acteurs, experts et analystes dans les différentes thématiques liées au domaine énergétique, aborderont l'amélioration des conditions d'attractivité des investissements en termes de défis et perspectives», ont-ils souligné dans un communiqué. «Ces débats devront apporter des éléments de réponse au

sujet des perspectives de développement des activités énergétiques et pétrolières notamment, et aux attentes des potentiels investisseurs dans le domaine», a-t-on ajouté. La question du «mix énergétique» à l'horizon 2030, dont le gaz aura une place prépondérante, avec beaucoup de défis à relever, sera abordée également par les intervenants au NAPEC 2019, ainsi que «la vision future sur l'équation d'équilibre entre garantir les exportations et répondre, au même temps, à la demande locale grandissante». Les conférences prévues lors de cet événement scientifique et économique, organisé annuellement à

Oran, vont porter aussi sur la transformation numérique dans le secteur pétrolier et la valeur ajoutée des nouvelles technologies en termes de gain en efficacité, en performance, en réduction de coûts et en amélioration des processus de production et management. D'autres thèmes concernant les défis majeurs du secteur, dont le renouvellement des réserves de l'Algérie en hydrocarbures, seront également abordés lors de cette manifestation, qui verra la participation de la compagnie pétrolière nationale Sonatrach et d'autres groupes internationaux. Regroupant plus de 570 participants représentant 40 pays, le

NAPEC 2019 offrira aux acteurs énergétiques, les informations essentielles sur les avancées de l'industrie pétrolière et gazière, notamment en Afrique du Nord, à l'instar du potentiel de l'investissement et la dynamique de l'attractivité. A ce titre, les organisateurs de cette manifestation table sur plus de 28 000 visiteurs au salon d'exposition, dont les stands proposeront des outils, des solutions technologiques et autres produits liés à l'industrie pétrolière et gazière. Le programme de l'événement prévoit des activités dédiées aux jeunes promoteurs dans le domaine, ainsi que d'autres d'échange culturel. Lamine Y./APS

### LA QUESTION DU JOUR

## Syrie, le temps du rappel des troupes

Suite de la page une

L'Allemagne est le pays qui a le plus profité de la crise syrienne, faisant main basse sur un million de Syriens jeunes adultes, pour la plupart bien formés, fuyant la guerre, errant à travers l'Europe. Elle a ainsi fait d'une pierre plusieurs coups : régler sa régression démographique à fort bon compte, dans une proportion qu'il reste cependant à déterminer, se trouver de la main-d'œuvre bon marché, notamment pour les tâches dont les Allemands de souche ne veulent plus, et, le last but not the least, se faire passer pour un pays accessible aux souffrances humaines. C'est ce même pays qui lui n'a pas envoyé de soldats en Syrie qui se permet aujourd'hui de critiquer la décision des Américains de rappeler les leurs, arguant que ce retrait profite aux seuls Russes et Iraniens. On lui demande, et plutôt avec insistance, s'il est disposé à récupérer ses ressortissants terroristes arrêtés, c'est-à-dire encore tout ce qu'il y a de plus vivants, ce qui ne devrait pas faire problème pour un Etat de droit, et sa réponse se fait toujours attendre. Même appuyée par la menace de les remettre en circulation sinon, ce qui pourrait amener à retourner à leur point de départ, la demande reste sans réponse. Tout ce que l'on sait des trois pays mis en cause par Trump, c'est qu'ils pourraient être disposés à la rigueur à reprendre ceux de leurs ressortissants qui sont soit des femmes soit des enfants. Ceux-là poseraient moins de problèmes d'intégration dans la norme européenne, ou de réintégration pour les femmes parties adultes en Syrie. Il y a des prisons et des centres de reformage dans ces trois pays, mais ils ne sont guère pressés à y recevoir ceux de leurs ressortissants qui sont partis faire la guerre à ce même régime syrien auquel eux-mêmes voulaient tant faire subir le même sort que celui qu'ils avaient réservé à la Libye de Kadhafi. Si on laissait ces «égarés», ces «naïfs» qui ont pris au mot leurs dirigeants de l'époque, retourner chez eux, ils n'auraient pas beaucoup de difficultés à se trouver de bons avocats pour les défendre. De quoi en effet se sont-ils rendus coupables en Syrie ? N'est-ce pas d'avoir agi conformément aux vœux de leurs propres Etats : faire mordre la poussière au régime syrien ? Leur procès tournerait dès lors à celui de leurs Etats.

M. H.

Regard

# Les familles algériennes arrivent-elles à gérer leur budget ?

■ Avec les achalandages infinis qui s'étalent devant leurs yeux à longueur de journée, les tentations de posséder de nouveaux objets, de nouveaux vêtements, de nouveaux gadgets électroniques, les réflexes très puissants installés par l'habitude de consommer de façon irréfléchie, tout cela fait que pour la famille algérienne, le salaire que l'on gagne à la fin du mois, quelle que soit son importance, se trouve toujours largement éprouvé.

Par Filali H. Imène

**A**cette culture qui empêche de rationaliser ses dépenses qui est celle de l'achat compulsif, s'ajoute une réalité, celle de l'inflation qui enflamme les prix et crée le dilemme.

On dit des Algériens qu'ils étaient, il n'y a pas si longtemps, de bons gestionnaires, dans le sens où ils arrivaient à s'en sortir avec très peu d'argent. La majorité n'avait pas ce qu'on peut appeler un salaire, mais plutôt un subside (maâch en arabe) qui, comme son nom l'indique, devait répondre aux besoins élémentaires, loin du consumérisme actuel. Qu'est-il advenu donc de ces bons gestionnaires ? Le bon gestionnaire, c'est celui qui gère le moins avec autant de rigueur qu'il pourrait gérer le plus. Dans la majorité des cas, la culture de gestion prévisionnelle des budgets fait défaut au sein des familles algériennes alors que son existence est d'autant plus cruciale que la marge entre l'équilibre et le déséquilibre financier est si mince, si infime, qu'il suffit d'un petit imprévu, d'un dérapage, d'un aléa quelconque pour placer la famille sur la défensive, parfois dans la pire situation financière qui soit.

Pourtant, dans les familles à revenus stables, la budgétisation des dépenses est une action très accessible, qui peut être établie sur une base mensuelle et par conséquent aussi annuelle, en y intégrant les dépenses variables, autrement dit celles saisonnières ou encore les dépenses qui se démarquent des cycles des dépenses prévisibles.

Le problème n'est pas visible-

ment celui de la possibilité pratique ou non d'établir un budget et de le respecter, mais plutôt celui d'une culture qui continue de s'imposer, qui consiste à croire et à faire croire que la gestion rigoureuse et comptable de l'argent annihile la baraka, autrement dit, qu'elle destinerait ce qui est fait pour être suffisant à ne plus l'être du fait même qu'on a décidé de l'appréhender sous l'angle de la maîtrise. Cette superstition liée à la gestion familiale de l'argent continue, dans de nombreuses familles, d'être à l'origine de situations de détresse financière, non du fait de l'insuffisance de fonds pour maintenir l'équilibre, mais surtout parce que les besoins effectivement satisfaits n'ont pas été, au fur et à mesure de leur formulation, confrontés avec les moyens disponibles, afin de rationaliser les choix à faire et de décider une hiérarchisation de ces

dépenses selon une gradation réaliste qui prédétermine ce qui est urgent, ce qui est indispensable, ce qui est nécessaire, ce qui est utile, ce qui est superflu et ce qui est futile. La mauvaise gestion est à ce point manifeste et courante, qu'il arrive, devant une vitrine de vêtements, qu'on cède à l'envie d'acheter une robe, une veste, qu'on en oublie, que cet argent devait aller prioritairement au règlement des factures de téléphone et d'électricité. Budgétiser, c'est affecter ses ressources financières de manière à ce que ce dont on dispose permette de financer ce qu'on doit payer et permette de déterminer par la même ce qu'on peut épargner. Au-delà de la capacité de maîtrise qu'elle confère à la gestion de son argent, la budgétisation finit par installer des habitudes de consommation très positives, dans le sens où le consommateur organisé de la



sorte se laisse difficilement contraindre par les spéculateurs et autres commerçants indéclicats, préférant renoncer à un produit anormalement cher plutôt que de casser son budget. Un consommateur à budget est donc, quelque part, un bon chef de famille et un bon citoyen.

Il est évident qu'il faut exclure de ces considérations sur le consumérisme les familles qui vivent avec des rentrées men-

suelles inférieures à une moyenne qui leur permette de répondre, ne serait-ce qu'aux besoins du panier alimentaire. Ces catégories ne peuvent en aucun cas atteindre à une maîtrise budgétaire et sont, de ce fait, très loin de la posture consumériste, appelant de leur vœu la solidarité de leurs proches et celle, instituée, de la collectivité nationale.

F. H. I.

## Manifestation citoyenne à Béjaïa Les RN 09 et 26 coupées au trafic routier

**L**es RN 09 et 26 ont, une fois encore, été coupées avant-hier au trafic routier. Logement, gaz de ville, eau potable, revêtement des routes ont été les revendications des manifestants très en colère. C'est ainsi que des populations issues de cinq villages de la commune de Draâ El-Gaid ont investi la RN 09 qu'ils ont coupée à hauteur du tunnel de Kherrata. Il s'agit des populations des villages Draâ, Abde N'bbi, El-Hraïche, Bouhoud et El-Hamama. Ces derniers justifient leur recours à l'obstruction de la route par le fait que des requêtes ont maintes fois, été adressées aux autorités concernées, notamment la SDE, la direction de l'énergie, la wilaya et l'APC mais, ces dernières sont restées vaines, déclarent-ils. Le P/APC

Zoubir Rahmoune affirme sur la radio qu'une fiche technique a été élaborée et que le ministre qui était en visite la semaine dernière dans la région avait demandé l'élaboration d'une fiche technique à cet effet. A Takerietz, des populations habitant à proximité de l'Oued Soummam ont coupé la RN 26 hier entre Ouzellaguene et Sidi-Aïch pendant quelques heures afin d'exiger d'être relogés dans des logements décentes. L'intervention du maire de Chemini a permis la réouverture de la route au trafic routier. Ce dernier a accompagné des représentants des manifestants pour rencontrer les autorités de wilaya et exposer leurs revendications. Ces derniers avaient déjà mis en avant la même revendication. Notons que le trafic routier a

été paralysé sur ces deux routes à grande circulation suite à ces actions qui ont pénalisé les usagers en ce début de semaine. Notons qu'environ 1 000 logements de type AADL devraient être distribués cet été. Mais, d'ici là, il faut d'abord que le maître d'ouvrage procède à l'aménagement des VRD au niveau du site d'Ighzer Ouzarif à Oued-Ghir. Les entreprises qui devraient intervenir sur ce site attendent toujours l'élimination de la décharge sauvage se trouvant sur le site. Ce problème dure depuis de très longs mois et des tentatives avaient été faites pour la supprimer mais celles-ci ont été vouées à l'échec faute de site où les déchets devraient être déversés.

H. Cherfa

Mise en avant de l'expérience au PNUD

## L'Algérie pionnière en matière de réinsertion des détenus

**L**e représentant résident adjoint du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Edewin Carrié, a mis en avant, dimanche, l'expérience pionnière de l'Algérie en matière de réinsertion des détenus, basée essentiellement sur des réformes constitutionnelles liées aux droits de l'Homme et aux libertés publiques.

A l'ouverture d'une rencontre régionale de formation sur «l'appui à la contribution de la société civile en matière de réinsertion des détenus», organisée à Alger, M. Carrié s'est félicité de l'expérience acquise par l'Algérie dans ce domaine qui l'érige «en leader dans la région», relevant, à ce propos, que cette expérience «a suscité l'intérêt de plusieurs pays, tels que le Mali, le Niger et le Liban récemment».

Après avoir précisé que l'expérience algérienne repose sur des réformes constitutionnelles relatives aux droits de l'Homme et aux libertés individuelles et collectives, le responsable onusien a rappelé que l'Algérie avait remplacé, depuis des années, le terme rééducation par réinsertion, traduisant ainsi «la forte volonté politique de considérer cette question en tant que point stratégique dans la consécration de la paix et de la sécurité sociales, à travers la réduction du taux de récidive criminelle».

Abordant le rôle du mouvement associatif dans ce domaine, M. Carrié a dit que la contribution de la société civile devrait «renforcer les chances d'une réinsertion harmonieuse des anciens détenus au sein de leur société». Les efforts consentis par l'Algérie dans ce sens, pour-

suit M. Carrié, «sont en totale adéquation avec la stratégie du PNUD pour la période (2017/2021)», ajoutant qu'au cours des deux années restantes, l'accent sera mis sur le volet lié à l'appui des capacités du mouvement associatif et la réalisation de centres d'accueil des détenus, en vue de leur permettre de dialoguer directement avec des psychologues-assistants et assistants sociaux, pour accélérer leur réinsertion, et ce, au titre d'un programme de coopération bilatérale avec l'Algérie.

Il a affirmé, à ce titre, que les femmes détenues «bénéficieront d'une attention particulière», vu leur situation sociale vulnérable.

Pour sa part, le directeur général de l'administration pénitentiaire, Mokhtar Felioune a mis en avant le rôle de la société civi-

le dans la garantie de la réinsertion des détenus sur le terrain, ce qui a amené l'Algérie à «renforcer la coopération avec les associations dans le cadre des réformes opérées dans sa politique pénitentiaire».

«L'Etat algérien accomplit, à travers ses établissements pénitentiaires, un travail énorme en vue de faciliter la réinsertion des détenus, à travers leur accès à la formation durant toute la période de leur détention.

Cependant, il n'est pas en mesure de suivre tous les détenus après leur mise en liberté, une mission qui doit incomber, selon le même responsable, aux associations, vu leur proximité des prisonniers».

«Après leur mise en liberté, la plupart de ces détenus sont devenus de bons éléments, utiles pour la société, grâce à

leur prise en charge par le mouvement associatif qui les a protégés d'une éventuelle récidive», a-t-il soutenu. A ce propos, M. Felioune a fait savoir que les établissements pénitentiaires en Algérie comptaient «environ 39 000 détenus inscrits dans l'enseignement général, dont près de 4 000 candidats au baccalauréat, 4 000 autres au BEM, en sus de 35 000 détenus inscrits dans l'enseignement et la formation professionnels».

Le responsable a mis en avant la réussite de l'expérience algérienne en matière de réinsertion des détenus, affirmant que «depuis la mise en œuvre de la politique de la réinsertion, aucun cas de désobéissance ou de rébellion de détenus n'a été enregistré contre l'administration pénitentiaire».

Kamel L.

Salon à Dubaï

# 34 opérateurs économiques algériens au «Gulfood 2019»

■ Trente-quatre opérateurs économiques du secteur des industries agroalimentaires prennent part à la 24<sup>e</sup> édition du Salon international de l'agroalimentaire «Gulfood 2019» qui se tient du 17 au 21 février en cours à Dubaï (Emirats arabes unis).

Par Salem K.

Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, conduit la délégation algérienne participant à cette manifestation, dans le cadre des participations de l'Algérie aux différentes foires et salons internationaux. La participation algérienne se poursuivra, cette année, dans le cadre d'une démarche visant à lancer la nouvelle dynamique adoptée par le gouvernement pour diversifier l'économie nationale



et augmenter le volume des exportations hors hydrocarbures. Lors de cette nouvelle édition de «Gulfood 2019», les opérateurs économiques algériens mettront en avant les capacités des différentes filiales du secteur de l'agroalimentaire national et feront la promotion de leurs produits pour ouvrir de nouvelles voies d'exportation vers les pays du Golfe arabe et de là vers les marchés du sud de l'Asie. En marge de cette manifestation, le ministre et la délégation

l'accompagnant rencontrera les hauts responsables des Emirats arabes unis et s'entretiendra avec le ministre émirati de l'Economie pour définir les opportunités de partenariat et développer les échanges commerciaux entre les deux pays. Considéré comme l'un des plus importants salons dans la filière aliments et boissons au monde, le Salon «Gulfood 2019» réunit plus de 5 000 exposants représentant 198 pays. Les participants à cet événement visent à

conclure des accords et des partenariats leur permettant d'accéder notamment au Moyen-Orient, le Nord et l'Est de l'Afrique, l'Est de l'Asie et le sous-continent indien, des régions qui comptent plus de 3,5 milliards consommateurs. Connu par ses chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales, le Gulfood attire davantage de foules. Plus de 100 000 visiteurs sont attendus pour cette édition. Marquant sa huitième participation à cet évène-

ment mondial, l'Algérie avait conclu, dans les précédentes éditions, plusieurs accords et partenariats avec nombre d'opérateurs émiratis et des différents pays du Golfe. S. K./APS

## Pétrole Le Brent dépassait les 66 dollars hier à Londres

LES PRIX du pétrole divergeaient hier en cours d'échanges européens, mais restaient proches de leurs plus hauts niveaux depuis novembre, dopés par les négociations sino-américaines et l'accord de l'Opep. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 66,23 dollars à Londres, en baisse de 2 cents par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour le contrat de mars gagnait 37 cents à 55,96 dollars. Hier matin, les cours ont même atteint, lors d'une séance, leur plus haut niveau depuis trois mois, à 66,83 dollars pour le Brent et à 56,27 dollars pour le WTI. «Il semblerait que les baisses de production de l'Opep fonctionnent», a résumé un analyste. Depuis début janvier, l'Opep et ses partenaires, dont la Russie, doivent appliquer des limitations de production plus strictes, comme ils l'avaient promis début décembre. Si la Russie n'a pas encore énormément réduit sa production, l'autre géant pétrolier du groupe, l'Arabie saoudite, a limité ses exportations encore plus qu'il ne l'avait annoncé et a promis de nouvelles baisses en mars. «Il faut reconnaître qu'une partie de cette baisse n'est pas volontaire», a cependant souligné Tamas Varga, analyste, alors que deux membres de l'Opep, l'Iran et le Venezuela, voient leurs exportations limitées par des sanctions de Washington. «Les craintes des marchés sur les sanctions commerciales que s'infligent les Etats-Unis et la Chine se sont apaisées, ce qui profite aux prix», a également souligné M. Wilson. Après une semaine de négociations à Pékin et avant une autre à Washington, le président américain Donald Trump a affirmé que les discussions se passent «extrêmement bien», même si des questions «très difficiles» restent encore à régler, selon son négociateur en chef. Cet optimisme du marché a par ailleurs pesé sur le dollar, valeur refuge. Cela rend le prix du baril, fixé en monnaie américaine, plus attractif pour les investisseurs utilisant d'autres devises.

Amar T.

## Télécommunications

### Appel à la concurrence pour la couverture des zones enclavées ou mal desservies

Un appel à la concurrence a été lancé par l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (Arpce) pour la couverture des zones enclavées ou mal desservies par les réseaux de télécommunications fixes et mobiles et ce, «en application des orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika», indique un communiqué du ministère de la Poste, des Télécommunications, des technologies et du Numérique. «En application des orientations de son Excellence le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, le ministère de la Poste, des Télécommunications, des technologies et du Numérique, à travers sa Direction générale des TIC, a collecté les données relatives aux zones enclavées et/ou mal desservies par les réseaux de communications électroniques pour élaborer les

cahiers des charges relatifs à la couverture de 508 localités par des réseaux de télécommunications fixes et de 750 localités et 178 axes routiers par des réseaux de télécommunications mobiles, financée sur le Fonds du service universel des communications électroniques», note la même source. «Le gouvernement a confié la couverture des zones nécessitant un réseau fixe à Algérie Télécom, alors que pour la couverture par un réseau mobile, il a chargé l'Arpce, à l'effet de procéder à une adjudication, conformément à la réglementation en vigueur», ajoute le communiqué du ministère. Cet appel à la concurrence a été lancé dimanche par l'Autorité de régulation, «conformément au calendrier fixé par le ministère de la Poste, des Télécommunications, des technologies et du Numérique», souligne le ministère, tout en précisant que «les trois

opérateurs titulaires de licences pour l'établissement et l'exploitation de réseaux mobiles, y répondront dans un délai de trente jours à l'issue duquel l'Autorité déclarera, au bout de vingt jours d'analyse, le ou les opérateurs adjudicataires des différents lots constituant le projet». Le ministère relève, en outre, que «la mise en œuvre du fonds du service universel a été rendue possible suite à l'amendement du cadre légal et réglementaire, intervenu en 2018, pour répondre à une demande légitime des citoyens algériens pour couvrir les zones enclavées et les axes routiers, commercialement non rentables pour les opérateurs de communications électroniques». «La mise en œuvre de ce dispositif est une consécration du principe d'égalité, ancré dans les valeurs de notre pays», conclut la même source.

G. H.

## Face au dollar

### L'euro entame la semaine en hausse

L'euro a débuté la semaine en hausse face au dollar hier, dans un marché qui continue de surveiller l'évolution des relations sino-américaines. L'euro valait 1,1314 dollar contre 1,1296 vendredi soir. Hier, les analystes de Saxo Banque s'attendaient à une séance «calme du fait du jour férié à la fois aux Etats-Unis et au Canada, ce qui induit peu de statistiques pour démarrer la semaine». Les marchés devraient continuer de suivre les discussions entre les Etats-Unis et la Chine pour tenter de régler leur différend commercial. A l'issue des deux jours de négociation vendredi, les deux parties ont fait état de progrès, sans entrer dans

le détail des discussions. Mais elles ont aussi reconnu que des questions «très difficiles» étaient toujours en suspens. Les Etats-Unis ont menacé de faire passer le 1er mars de 10 à 25% les droits de douane sur des produits chinois représentant 200 milliards de dollars d'importations annuelles si aucun accord n'était trouvé avec Pékin, mais le président américain Donald Trump a évoqué la possibilité de repousser l'échéance. Cela a été «positif» pour l'euro, mais «mauvais» pour le dollar, ont commenté les analystes. Ces derniers mois, le billet vert a profité de son statut de valeur refuge, s'appropriant au gré des incertitudes poli-

tiques et économiques. Un apaisement des tensions a donc tendance à se faire au détriment du dollar. Le dollar avait déjà souffert en fin de semaine dernière, notamment après la publication jeudi du pire recul mensuel pour les ventes au détail américaines en dix ans. Plus tard dans la semaine, les analystes s'intéresseront demain à la publication du dernier compte-rendu du Comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine et à celui de la Banque centrale européenne jeudi. Hier matin, la livre était stable face à l'euro, à 87,63 pence pour un euro contre 87,62 vendredi soir, mais progressait face au dollar, à 1,2914 dollar

pour une livre au lieu de 1,2889 dollar vendredi soir. Le dollar se stabilisait face au yen, à 110,54 yens pour un dollar contre 110,47 vendredi soir. L'euro, lui, progressait face à la monnaie nipponne, à 125,07 yens pour un euro contre 124,78 vendredi soir. Le franc suisse restait stable face à l'euro, à 1,1353 franc suisse pour un dollar contre 1,0052 franc suisse vendredi. Le yuan s'établissait à 6,7669 yuans pour un dollar, contre 6,7731 yuans pour un dollar vers 15h30 GMT vendredi. L'once d'or valait 1 324,64 dollars contre 1 321,55 vendredi. R. E.

Dans 3 communes de la wilaya

# Ain Defla : un important plan de développement en cours de réalisation



■ Au total, 116 opérations de développement sont en cours de réalisation dans les communes de Ain Lechiakh, Oued Djemaâ et Ain Soltane (Ain Defla), a annoncé dimanche, le wali, Azziz Benyoucef.

Par Siham N.

Une enveloppe financière de 2,75 milliards de dinars a été allouée à cet effet englobant 1,08 milliard de dinars au profit d'Ain Lechiakh, 0,77 milliard de dinars pour Oued Djemaâ et 0,9 milliard de dinars pour Ain Soltane, a précisé le wali à la fin de la visite effectuée aux trois communes en vue de s'enquérir de leur dynamique de développement.

De l'ensemble des opérations en cours de réalisation, 43 concernent Ain Lechiakh, 28

sont destinées à Oued Djemaâ et 45 autres au profit d'Ain Soltane, a-t-il souligné, signalant que nombre d'opérations ont été entamées durant l'exercice 2018 au moment où le reste a été lancé durant l'année en cours.

Les opérations en question portent essentiellement sur des projets se rapportant aux routes, l'AEP, l'électrification, la jeunesse et sport, l'énergie, l'assainissement et l'éducation, a fait savoir M. Benyoucef.

Une fois sa visite achevée, le chef de l'exécutif a présidé une rencontre-débat avec des représentants de la société civile de chaque commune en présence de tous les directeurs de l'exécutif.

Le chef de l'exécutif a mis l'accent sur la nécessité du classement des doléances des citoyens selon l'ordre de priorité, observant qu'en dépit de la conjoncture financière difficile que traverse le pays, l'Etat ne se désengagera pas de ses engagements envers les citoyens.

S. N./APS

APS

## Khenchela

### Raccordement de 94 foyers au réseau de gaz naturel à N'sigha

Au total, 94 foyers dans la région d'Oued Djebel dans la commune de N'sigha dans la wilaya de Khenchela ont été raccordés dimanche au réseau du gaz naturel.

Selon le directeur local de l'énergie, Djamel Maafa, ce raccordement sera suivi par un autre projet similaire au profit de 51 foyers, prévu «avant la fin du premier trimestre de l'année en cours».

Il a déclaré que dans l'objectif d'assurer

cette énergie vitale pour les différents regroupements urbains dans la wilaya de Khenchela, une enveloppe financière de l'ordre de 900 millions DA a été mobilisée du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales pour financer les projets de raccordement de 9 573 foyers dans 86 cités et groupements urbains détaillant que les études sont parachevées et les chantiers de plusieurs projets retenus seront lancés «au

cours de ce mois de février».

Le directeur de l'énergie a révélé que dans le cadre de la célébration de la Journée nationale du Chahid, qui coïncide avec le 18 février de chaque année, les habitants de la cité 50+50 logements dans la commune de Rmila ont bénéficié de raccordement au réseau de l'électricité.

## Tindouf

### Attribution de plus de 1 000 logements de différentes formules

Plus de 1 014 logements, toutes formules confondues, ont été attribués dimanche à leurs bénéficiaires dans la wilaya de Tindouf, lors d'une cérémonie présidée par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar.

Retenues dans le cadre des programmes d'habitat accordés ces dernières années à la wilaya de Tindouf, ces unités consistent

en 500 logements de type promotionnel aidé (LPA), 500 aides à l'habitat rural et 14 logements de type location vente relevant de l'Agence d'amélioration et de développement du logement (AADL).

Le ministre a annoncé, à cette occasion, de nouveaux programmes d'habitat, toutes formules confondues, en faveur de la wilaya de Tindouf, en vue de satisfaire les demandes expri-

mées, notamment sur les formules LPA et habitat rural, en plus de l'octroi de financements conséquents pour la prise en charge des travaux d'aménagement.

M. Temmar a, à ce titre, mis l'accent sur l'impératif respect des spécificités climatiques de la région et des traditions locales en optant pour la construction de logements individuels et non collectifs, avant d'appeler à

hâter l'établissement des listes des bénéficiaires de l'habitat rural et les accompagner dans la réalisation de leur logement.

Rappelant que les travaux d'aménagement seront assurés par l'Etat, le ministre a indiqué que son département veille à la livraison des cités d'habitation intégrées disposant des différentes structures publiques, dont les établissements scolaires, sécuritaires, sanitaires, sportifs

et récréatifs.

Plus de 40 000 logements ont été attribués à leurs bénéficiaires dans 34 wilayas du pays depuis le début de l'année en cours, a relevé M. Temmar, signalant aussi que 95 000 unités avaient été attribuées l'année dernière à travers le territoire national.

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a procédé à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation de 500 LPA au niveau des cités «El-Wiam» et «El-Wifaq» à Tindouf, avant de lancer les travaux d'aménagement de ces cités dans le cadre du plan d'occupation du sol (POS).

Abdelwahid Temmar a, au terme de sa visite dans la wilaya, présidé une séance de travail avec les cadres de son secteur, au cours de laquelle il a suivi un exposé succinct sur les programmes d'habitat.

Le ministre a également rencontré des jeunes de la région et écouté leurs préoccupations, liées notamment aux conditions d'accès au logement, soulignant que l'Etat continuera à réaliser les attentes des jeunes dans tous les domaines afin de leur permettre de contribuer au développement du pays.

R. R.

Dalal Y.

## Guelma

### 42 nouveaux projets de diverses structures de l'éducation

Un programme «important» portant réalisation d'un total de 42 nouveaux projets d'établissements scolaires et autres structures relevant du secteur de l'Éducation, tous cycles confondus, a été lancé dans la wilaya de Guelma, a indiqué dimanche le wali, Kamal Abla.

S'exprimant lors d'une opération de pose de la première pierre du projet de construction d'un lycée dans la commune de Medjaz Sefa (Est de Guelma) à l'occasion de la célébration de la journée nationale du chahid (18 février de chaque année), le même responsable a précisé que ces projets sont inscrits dans le cadre de trois programmes qui ont nécessité un financement de plus de 6 milliards DA en l'occurrence le programme sectoriel décentralisé (PSD), la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales et

le programme centralisé (programme des quartiers intégrés).

Ces projets qui ont été affectés au bénéfice des 34 communes de la wilaya consistent en la réalisation de six établissements d'enseignement secondaire, de sept CEM, de vingt groupes scolaires et de quatre-vingt seize classes en plus de neuf opérations liées à la réalisation de quatre unités de dépiégeage et de suivi médical (UDS) en milieu scolaire, de deux cantines scolaires, d'une demi-pension, d'une salle de sport, a-t-on noté. Le chef de l'exécutif local a ajouté dans ce même contexte qu'une vaste action de réhabilitation de 250 écoles primaires réparties sur les différentes localités de la wilaya de Guelma, figure également au programme. Ce programme «ambitieux» traduit clairement la priorité accordée par l'Etat au

secteur de l'éducation, a affirmé M. Abla, soulignant que les autorités locales ont élaboré une feuille de route visant la mise en service d'un grand nombre de ces projets «avant la rentrée scolaire 2019-2020». Le choix de ces projets et leur répartition sur les régions intervient, a-t-il révélé, suite aux nombreuses visites effectuées dans les communes et les villages de cette wilaya et l'écoute des préoccupations des citoyens, a fait remarquer le wali, notant que l'entrée en exploitation du lycée de la localité de Medjaz Sefa, d'une capacité de 1000 places pédagogiques et une demi-pension pour 300 scolarisés, permettra de mettre fin aux souffrances des élèves de cette localité, obligés de rallier quotidiennement les lycées de la commune de Bouchehouf, distante de 8 km.

Conférence

# Relancer l'UMA pour faire face aux défis de l'heure

■ Les participants à une rencontre organisée, dimanche à Alger, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du Chahid et du 30<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'Union du Maghreb arabe (UMA), ont appelé à relancer l'Union afin de relever les défis auxquels font face les pays de la région.

Par M. Derradji

Lors de cette rencontre organisée par Mechaâl Echahid, le président du groupe parlementaire algérien, Abdelyamine Boudaoud, également président du Conseil consultatif (de la Choura) de l'UMA, a mis en avant l'impératif de «renforcer les relations de coopération, conjuguer les efforts et raffermir les rangs entre les pays membres afin de relever les défis auxquels fait face la région actuellement».

Mettant l'accent sur l'impératif de «relancer cet édifice maghrébin à l'ombre des dangers qui guettent la région dans plusieurs domaines», le président du Conseil de la Choura a plaidé pour «le renforcement de la coopération entre les pays de l'UMA, notamment en matière d'échanges commerciaux et

économiques, compte tenu de la situation géographique et des richesses abondantes et diverses que recèle cette région».

Par ailleurs, M. Boudaoud a salué «les efforts consentis que ne cesse de déployer le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, en faveur de la relance de l'édifice maghrébin au profit des pays membres», appelant par la même occasion à «l'actualisation et l'adaptation des lois de l'UMA, dépassant 30 ans d'existence, pour être au diapason des actuels développements et défis notamment dans les domaines législatif et socio-économique».

Le même responsable a mis en avant également «l'importance d'élargir le champ des prérogatives du Parlement de l'UMA, en passant d'une simple instance consultative à un organe de législation et de contrôle pour cadrer avec les défis de l'heure».



Pour ce faire, M. Boudaoud a relevé l'importance d'«unifier les efforts, consacrer les valeurs de la citoyenneté maghrébine et coordonner l'action maghrébine pour prévenir le phénomène de la migration illicite régnant dans les pays membres et endiguer les autres fléaux sociaux».

Pour sa part le président de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) et l'Union maghrébine des agriculteurs, Mohamed Alioui, a affirmé la nécessité de «renforcer l'échange commercial et économique entre les pays du Maghreb, notamment en matière de production agricole pour éviter l'importation de pays étrangers»,

soulignant l'impératif d'«améliorer la production agricole et de réaliser le développement économique dans la région, à la faveur de la concrétisation de tous les accords communs conclus dans ce domaine».

A cette occasion, l'association Mechaâl Echahid a institué le 12 décembre Journée maghrébine du Chahid qui sera célébrée annuellement, en reconnaissance des grands sacrifices consentis par les martyrs de la région pour libérer leur pays du joug colonial. Le moudjahid Mohamed Alleg a rappelé les sacrifices consentis par le chahid de la Révolution nationale, Lazhar Cheriet, qui avait rejoint

initialement les rangs de la lutte du peuple tunisien contre l'occupant français, puis ceux de la Révolution nationale dans la Wilaya I où il a mené des batailles contre l'armée d'occupation, avant de tomber au champ d'honneur en 1958 dans la région des Aurès. Le professeur d'histoire à l'Université d'Alger, Mustapha Nouissi, a mis en avant le rôle phare de la chahida Moussaoui Messaouda qui avait rejoint les rangs de la résistance tunisienne en 1952, puis ceux de la guerre de Libération nationale en 1954, «ce qui témoigne de la cohésion des peuples du Maghreb contre les dangers potentiels». M. D. /APS

Libye/Tunisie

## Libération de 14 Tunisiens enlevés en Libye

ancien responsable sous l'ère Kaddafi, libéré pour «raisons de santé»

Les 14 Tunisiens enlevés jeudi dans la ville de Zawiya, dans l'ouest de la Libye, ont été libérés dimanche soir et sont en bonne santé, a annoncé à la presse le consul général de la Tunisie en Libye, Taoufik al-Guesmi.

Les otages ont été libérés lors d'une opération menée par les forces de sécurité de cette ville située à cinquante kilomètres à l'ouest de la capitale Tripoli, a indiqué une source de sécurité à Zawiya.

Les forces de sécurité ont «pris d'assaut le lieu de leur détention et ont pu les libérer sans combats. Aucune victime n'est à déplorer», a déclaré Thamer Mounir, chef de la section média à la direction de la sécurité de Zawiya.

M. Mounir n'a pas été en mesure de préciser si des arrestations ont eu lieu.

Plus tôt dans la journée, les ravisseurs avaient réclamé la libération d'un Libyen condamné à une lourde peine de prison en Tunisie pour trafic de drogue, selon une vidéo publiée sur les réseaux sociaux et une source proche du dossier.

Les 14 otages tunisiens avaient été enlevés alors qu'ils se rendaient en bus à la raffinerie de pétrole dans laquelle ils travaillent.

Abouzeid Dorba,

Abouzeid Dorba, 74 ans, ancien responsable libyen sous l'ère de l'ancien régime de Maamar Kaddafi, condamné à la peine capitale, a été libéré par le gouvernement d'union nationale libyen pour «raisons de santé», ont rapporté dimanche des médias libyens.

«M. Dorda a été libéré et il a quitté le pays. Il est en sécurité», a indiqué un membre de sa famille proche cité par des médias. «Il va être soigné et envisage de rentrer chez lui en Libye dès qu'il sera complètement rétabli», a-t-il ajouté.

Cet ex-chef des renseignements extérieurs libyens – au moment du déclenchement de la révolte de 2011 qui a conduit à la chute de l'ancien régime de Maamar Kaddafi – ayant occupé

auparavant plusieurs postes de responsabilité dont celui de Premier ministre (1990 à 1994) a été condamné en 2015 à la peine de mort avec huit autres dirigeants libyens, dont Seif al-Islam Kaddafi, pour leur rôle présumé dans la répression de la révolte de 2011, lors d'un procès dénoncé comme expéditif par l'ONU et des ONG.

Ces condamnés, dont M. Dorda, ont déposé un recours contre ce jugement mais cet

appel n'a pas encore été jugé.

Sa «libération provisoire» a été ordonnée par le procureur général en juin dernier, mais cette décision n'avait pas été appliquée jusqu'à présent pour des raisons inconnues.

Des médias libyens ont annoncé dimanche l'arrivée de M. Dorda à Tunis, mais sa famille a refusé de donner plus d'informations sur sa destination finale.

K. L.

Maroc/Hirak

## Appel à manifester le 20 février pour libérer les militants du mouvement populaire

Le Comité national marocain de soutien au mouvement Hirak a annoncé sa participation aux manifestations prévues au Maroc demain pour exhorter les autorités à libérer les militants du mouvement détenus, dénonçant la détérioration de la situation sanitaire en prison, ont rapporté les médias marocains.

Parallèlement aux événements qu'a connus le procès des détenus du Hirak du Rif à Casablanca, notamment avec le boycott des audiences de la Cour d'appel par les détenus, le Comité national de soutien au Hirak a annoncé prendre de nouvelles mesures pour exhorter les autorités à libérer les militants.

Il a déclaré s'engager dans «toutes les formes légitimes de lutte. Cela commencerait par la participation aux manifestations prévues au Maroc le mercredi 20 février pro-

chain», a annoncé le président du comité, Alami El Harouni.

M. El Harouni a appelé les autorités à «libérer tous les détenus du mouvement populaire et à faire aboutir leurs demandes justes et à mettre un terme aux poursuites judiciaires». «Nous exigeons la libération inconditionnelle de tous les détenus et nous appelons l'Etat à jouer un rôle dans la résolution de ce problème», explique-t-il dans un communiqué, repris par les médias locaux.

En outre, le Comité national de soutien du Hirak du Rif s'est dit «inquiet de «la détérioration de la situation sanitaire de certains activistes résidents de la prison d'Oukacha à Casablanca».

Le collectif déclare, dans ce contexte, «porter la responsabilité à l'administration pénitentiaire» au sujet de «la négligence de l'état de santé des détenus du Hirak, et à leur

tête Nasser Zefzafi». Le porte-parole a mis en garde contre les «répercussions négatives» que pourrait avoir l'arrestation d'activistes de mouvements sociaux au Maroc, alors que les canaux de dialogue entre la société et l'Etat «restent bloqués».

«L'Etat doit résoudre le problème de ces détenus afin de se consacrer au traitement des dossiers économiques et sociaux», estime le président du Comité.

Suite au mouvement qui a agité en 2016 et 2017 le nord du Maroc, le Leader du mouvement (Hirak) Nasser Zefzafi et plusieurs militants avaient été condamnés fin juin à des peines allant jusqu'à 20 ans de prison pour «complot visant à porter atteinte à la sécurité de l'Etat», au terme de neuf mois d'un procès réunissant un total de 53 prévenus.

R. M.



## Cachemire indien

# Sept morts dans une fusillade entre armée et insurgés

■ Au moins sept personnes ont péri hier au Cachemire indien dans une opération militaire qui se poursuivait contre des insurgés en riposte à l'attentat qui a tué 41 paramilitaires dans la région la semaine dernière et exacerbé les tensions indo-pakistanaïses.

Par Rima C.

Les forces indiennes ont déclenché une vaste chasse à l'homme pour retrouver les rebelles soupçonnés d'avoir fomenté l'attentat suicide de jeudi contre des paramilitaires qui rentraient de congés. Cette attaque est la plus meurtrière depuis le début de l'insurrection séparatiste contre New Delhi dans cette région poudrière disputée avec le Pakistan. Aux premières heures hier, les forces de sécurité ont effectué un raid contre une cache rebelle présumée dans le district de Pulwama où s'est produit l'attentat, à une trentaine de kilomètres au sud de Srinagar, la grande ville de la vallée du Cachemire. Quatre soldats, deux rebelles et un civil sont morts dans l'échange de feu entre armée et insurgés survenu dans la localité de Pinglan. «La fusillade est toujours en cours», a déclaré à l'AFP le colonel Rakesh Kalia, porte-parole de l'armée au Cachemire. Un soldat et un civil ont aussi été grièvement blessés dans cet affrontement, a indiqué la police.

Certains des insurgés s'étant vraisemblablement échappés, les militaires ont barricadé les villages alentour pour les besoins de la traque. L'attentat à la voiture piégée de jeudi a frappé un convoi transportant quelque 2 500 paramilitaires de la Central Reserve Police Force (CRPF) et été revendiqué par le groupe islamiste Jaish-e-Mohammed (JeM), basé au Pakistan. Le Premier ministre indien Narendra Modi a promis de «faire payer le prix fort» aux responsables de cet attentat suicide, qui a déclenché une vague de colère à travers l'Inde. Rassemblements et chaînes de télévision ont appelé à la vengeance. L'Inde accuse de longue date le Pakistan de soutenir en sous-main les infiltrations et la rébellion armée, ce qu'Islamabad a toujours démenti. Dimanche, des manifestants à New Delhi ont brûlé des effigies de responsables pakistanais et de JeM. Des agressions de Cachemiris se sont produites dans plusieurs villes de cette nation de 1,25 milliard d'habitants. La ville de Jammu, située dans la partie sud du Cachemire, zone à majorité hindoue alors



PH. A. D. R.

que la vallée de Srinagar est à majorité musulmane, connaissait hier son quatrième jour de couvre-feu. Suite à l'attentat, des groupes y avaient attaqué et incendié des propriétés de musulmans cachemiris. Pour restreindre la circulation des informations, l'internet mobile était coupé dans tout l'État du Jammu-et-Cachemire. Région himalayenne revendiquée par l'Inde et le Pakistan depuis la fin de la colonisation britannique en 1947, le Cachemire est divisé de facto entre ces frères ennemis d'Asie du Sud. Les forces indiennes dans la partie sud sous contrôle de New Delhi sont estimées à un demi-million d'hommes, ce qui en fait l'une

des zones les plus militarisées du monde. Cet attentat intervient à un moment délicat pour le gouvernement Modi, qui doit bientôt affronter les urnes à l'occasion des élections législatives indiennes attendues pour avril-mai et brigue un second mandat. Les observateurs escomptent toutefois que l'Inde retiendra sa réplique dans l'immédiat, pour ne pas interférer avec la venue dans la région du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane. New Delhi aussi bien qu'Islamabad sont soucieux de maintenir de bonnes relations avec l'Arabie saoudite, l'un des principaux producteurs mondiaux de pétrole. Actuellement au Pakistan, le dauphin de la

pétromonarchie sera ensuite en visite d'État en Inde aujourd'hui et demain. En 2016, en représailles à l'attaque meurtrière d'une base militaire indienne par un commando islamiste, le Premier ministre indien avait ordonné une série de raids commandos le long de la ligne de cessez-le-feu au Cachemire. Ces «frappes chirurgicales» avaient été volontairement très médiatisées. Elles sont régulièrement mises en avant par le gouvernement nationaliste hindou pour présenter Narendra Modi en homme fort de l'Inde. Elles ont même fait l'objet d'un film, sorti au cinéma ces dernières semaines.

R. C.



## Points chauds

### Répercussions

Par Fouzia Mahmoudi

Dans de nombreux pays de l'UE se pose aujourd'hui la question du retour des jihadistes partis rejoindre l'État Islamique en Syrie. Car si ces combattants ont des passeports européens, leur idéologie inquiète les dirigeants comme les populations européennes qui craignent qu'un retour de ces ressortissants de l'UE ne signifie une recrudescence des attentats terroristes. Mais ces jihadistes, aujourd'hui retenus dans les geôles syriennes sont devenus un problème qui embarrasse Européens comme Américains. En effet, ces derniers, sur place en Syrie ne savent quoi faire de ses ressortissants européens et leur départ du pays ne fait que compliquer leur tâche. C'est ainsi que le président Donald Trump s'est lancé dans une diatribe contre les puissances européennes qui tergiversent face à l'hostilité d'une partie de leurs opinions publiques. Le dirigeant Républicain a exhorté sur Twitter, les pays européens à rapatrier leurs centaines de ressortissants retenus en Syrie. «Les États-Unis demandent à la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et aux autres alliés européens de reprendre plus de 800 combattants de l'EI que nous avons capturés en Syrie afin de les traduire en justice». «Il n'y a pas d'alternative car nous serions forcés de les libérer. Les États-Unis ne veulent pas que ces combattants de l'EI se répandent en Europe». Ces dernières années, plusieurs centaines d'étrangers ont été arrêtés par l'alliance arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS) au fil des batailles menées contre l'EI en Syrie. Les hommes sont en prison, les femmes et les enfants dans des camps de déplacés. L'administration semi-autonome kurde refuse de juger les étrangers et réclame leur renvoi vers les pays d'origine. Paris, Bruxelles et Berlin ont réagi dimanche aux propos du président américain. Le sujet est d'autant plus sensible que Trump s'est engagé en décembre à retirer les quelque 2 000 militaires américains déployés en Syrie. Ce désengagement, et la menace d'une offensive turque contre les forces kurdes, font craindre un chaos sécuritaire dont bénéficierait l'EI. Les pays européens sont ainsi dans une impasse, beaucoup semblent encore hésitants aux suites à donner à l'appel américain et craignent des répercussions non seulement sécuritaires mais surtout que l'opinion publique se rebiffe à l'idée de faire rentrer ses soldats de l'EI, qui pourraient mettre en pratique le savoir-faire qu'ils ont acquis ces dernières années en Syrie pour attaquer et terroriser l'Europe. F. M.

## Venezuela

# Guaidó dénonce un régime «isolé» après l'expulsion d'eurodéputés

L'opposant Juan Guaidó a critiqué l'expulsion de cinq eurodéputés par «un régime isolé et toujours plus irrationnel» à l'orée d'une semaine décisive au Venezuela, avec l'entrée de l'aide humanitaire fixée à samedi, contre l'avis du président Nicolas Maduro. «Nous sommes en train de nous faire expulser du Venezuela: on nous a confisqué nos passeports, on ne nous a pas communiqué la raison de l'expulsion, pas plus que nous n'avons de document qui justifie pourquoi on nous renvoie du pays», a affirmé l'Espagnol Esteban Gonzalez Pons, l'un des cinq députés européens (tous du Parti populaire européen, droite et centre-droit), dans une vidéo tournée depuis l'aéroport de Caracas-Maiquetia. «Nous sommes la première délégation internationale qui allait rendre visite au président par intérim Juan Guaidó. La question n'est pas qu'on ne nous laisse pas entrer, mais qu'on ne laisse le président par intérim voir aucune autorité étrangère au Venezuela», a-t-il également déploré. Sur Guaidó a aussitôt dénoncé sur Twitter

«l'usurpateur qui fait monter le coût de ce qui est un fait: la transition. Exerçons toute la pression nécessaire pour parvenir à la fin de cette usurpation. Continuons!» Le ministre des Affaires étrangères de Nicolas Maduro, Jorge Arreaza, a expliqué sur le même canal que «par voies officielles diplomatiques», Caracas avait «notifié il y a plusieurs jours au groupe d'eurodéputés qui prétendaient visiter le pays, à des fins conspiratives, qu'ils ne seraient pas admis, et il leur a été demandé de renoncer et d'éviter ainsi une autre provocation». Le régime de Nicolas Maduro, soutenu par la Russie, la Chine, la Turquie, l'Iran et Cuba, contrôle les frontières du pays. Juan Guaidó, chef du Parlement qui s'est auto-proclamé président par intérim le 23 janvier, est pour sa part reconnu par une cinquantaine de pays, dont les États-Unis, sans avoir les leviers du pouvoir exécutif. L'opposant a donné rendez-vous à ses partisans pour convoquer samedi l'aide humanitaire stockée dans des pays frontaliers. Il a promis qu'à

cette date, l'aide entrerait «qui qu'il arrive», «par la terre ou la mer» pour former une «avalanche humanitaire». Au risque d'une épreuve de force avec l'armée loyale à Nicolas Maduro, qui y voit un prétexte pour une intervention militaire des États-Unis. Dans ce pays en plein marasme économique, miné par l'hyperinflation et les pénuries, l'aide d'urgence est au cœur du conflit entre les deux hommes, et ce samedi pourrait en être le point d'orgue. Juan Guaidó vise «un million de volontaires», «sur le terrain ou de manière active sur les réseaux sociaux», a-t-il écrit aux 60 000 bénévoles qui ont déjà répondu à son appel. Tout en convoquant des manifestations de soutiens ce même samedi. Constitué en «caravanes», les volontaires se rendront en autocars jusqu'à la ville frontalière colombienne de Cucuta, à la frontière avec le Brésil, où deux centres de stockage sont installés dans l'État du Roraima, et au point d'arrivée de l'aide qui sera envoyée depuis l'île néerlandaise de Curaçao.





Édition

# «La guerre d'Algérie dans le roman français», un essai de Rachid Mokhtari

■ Un essai, appuyé sur une lecture critique d'une centaine de romans d'auteurs français sur «la guerre d'Algérie», a été publié récemment par Rachid Mokhtari, sous le titre «La guerre d'Algérie dans le roman français».

Par Adéla S.

L'ouvrage est édité en deux tomes, «Esthétique du bourreau» et «Élégie pour une terre perdue», par Chihab. Dans le premier tome, «Esthétique du bourreau» (461 pages), l'auteur – pour qui le terme «guerre d'Algérie» renvoie à toute la période coloniale (1830-1962) – s'intéresse d'abord aux écrits ayant accompagné la colonisation de l'Algérie, particulièrement à l'œuvre d'Eugène Fromentin, artiste peintre et auteur de «Un été dans le Sahara» (1857), et celle de André Gide auteur de «Les nourritures terrestres» (1897). Rachid Mokhtari compare ces deux ouvrages et croit déceler une volonté de «poétiser

la conquête», c'est-à-dire la colonisation de l'Algérie. Il souligne également le contraste entre deux grandes sagas de la littérature française : «Les chevaux du soleil» publiée en six volumes par Jules Roy à partir de 1967 et la trilogie «C'était notre terre» (2008), «Les vieux fous» (2011), et «Un faux pas dans la vie d'Emma Picard» (2015) publiées par Mathieu Bezezi, pour confronter des conceptions différentes d'une de ce qu'il appelle la «fresque de l'Algérie pré 1954». Un autre chapitre est également dédié à «la victime en uniforme», l'image littéraire du militaire français (engagé volontaire, parachutiste, appelé du contingent...) qui «se donne à lire dans sa misère de victime de guerre». Dans le même ordre d'idées, l'universitaire s'intéresse à l'ima-

ge littéraire du parachutiste français, antithèse du soldat du contingent. Une image passant du «spécialiste de la gégène» au «symbole de l'honneur de la nation» donnant naissance au «mythe du para», «une nébuleuse qui entraîne le témoignage des victimes au profit des propos fantasques du bourreau». Le second tome de cette essai, «Élégie pour une terre perdue» (288 pages), se penche sur les



écrits de «pieds-noirs» qui ont entamé des retours, réels ou imaginaires au «paradis perdu». Dans ces écrits, «la guerre s'efface pour ne devenir qu'un écho», analyse l'auteur. Rachid Mokhtari évoque la «nostalgie du pied-noir» et le traumatisme de «l'exode de 1962» à travers «Au pays de mes racines» (1980) de Marie Cardinal, un roman qu'il qualifie d'«autoanalyse thérapeutique»

où la romancière revient «à la rencontre d'une nouvelle Algérie». Ce concept se décline de manière plus «nostalgique et inconsolable», comme dans le «roman-complainte», «Maman la blanche» (1982) de Alain Vircondelet, écrit l'auteur. Dans cette production d'écrivains pieds-noirs, l'universitaire signale les rares écrits évoquant la guerre et les horreurs dont les auteurs étaient témoins directs et parfois impliqués eux-mêmes, à l'image de Jean-Noël Pancrazi et de Marie-Christine Saragosse. Rachid Mokhtari a également sélectionné deux autres groupes de romans, les carnets de retour en Algérie et les récits de «retour généalogique» sur les parcours intimes de familles pieds-noirs. Universitaire, romancier et journaliste, Rachid Mokhtari a publié plusieurs ouvrages consacrés à la littérature algérienne dont «Tahar Djaout, un écrivain pérenne», «Le nouveau souffle du roman algérien» ou encore «La graphie de l'horreur».

A. S./APS

Dédié aux Jeux méditerranéens 2021

## Oran : coup de manivelle pour le tournage d'un documentaire

Un documentaire pour la promotion des Jeux méditerranéens qu'abritera Oran en 2021 a été lancé en tournage dimanche sur les hauteurs du mont Murdjadjo, dans la capitale de

l'Ouest algérien, a-t-on appris de la direction de wilaya de la culture. Le tournage de ce film de promotion de la 19<sup>e</sup> édition des JM a été lancé dimanche matin du sommet du mont de Murdjadjo

par la prise de photos mettant en exergue la beauté du lever du soleil sur la ville d'El Bahia. Le tournage de ce film à l'initiative de la wilaya d'Oran, financé par sponsoring du groupe

Sonatrach, se poursuivra dans les sept prochains jours à travers différents sites de la ville d'Oran, notamment la place du 1<sup>er</sup> - Novembre, le Front de mer et le Palais du Bey. Cette œuvre enre-

gist la participation de plusieurs figures sportives sélectionnées le mois dernier en vue de faire connaître la ville d'Oran. La wilaya d'Oran se prépare pour ce rendez-vous méditerranéen avec la réalisation d'un village méditerranéen et un complexe olympique qui comprend un stade de football en gazon naturel d'une capacité de 40 000 spectateurs, une salle omnisports de 6 000 places, un centre aquatique, en plus d'infrastructures de restauration et d'hébergement et des travaux d'embellissement. R. C.

Cinéma

## La Berlinale tient son rang dans un climat incertain

Malgré un palmarès convaincant, le festival allemand doit faire face à l'absence de films américains. Ours d'or à «Synonymes» de Nadav Lapid, comédie burlesque et cruelle qui met en pièces l'identité de son héros et de deux nations – Israël et la France. Grand prix du jury à «Grâce à Dieu», de François Ozon, au moment où la sortie française du film – qui relate le combat des victimes d'un prêtre pédophile du diocèse de Lyon – est menacée par deux actions en justice. Au vu du palmarès décerné, samedi 16 février, par le jury présidé par Juliette

Binoche – après un hommage à Bruno Ganz, mort le jour même –, la 69<sup>e</sup> édition de la Berlinale a tenu son rang parmi les grands festivals de cinéma. Ce palmarès ne suffit pourtant pas à dissimuler les difficultés qu'a dû affronter Dieter Kosslick, le directeur de la manifestation, qui occupait cette fonction pour la dernière fois : les vedettes américaines étaient absentes, les producteurs d'un des deux films chinois en compétition l'ont retiré presque sans préavis, la moitié au moins des films concourant pour l'Ours d'or ont attiré les foudres de la critique internatio-

nale et/ou les sifflets du public. Depuis la prise de fonction de Dieter Kosslick, en 2002, la Berlinale s'est toujours prévalu d'être en prise avec les mouvements de la planète. En 2019, c'est le ressac des mutations du cinéma mondial qui s'est fait sentir à Berlin.

Juliette Binoche et les jurés ont voulu équilibrer leur palmarès entre des œuvres en rupture avec la narration linéaire, parfois produites aux marges du système, et des récits d'une forme plus reconnaissable par le grand public. Thomas Sotinel

Cinéma

## La cyborg «Alita» se propulse à la tête du box-office nord-américain

L'ange gagne sa première bataille : le film de science-fiction «Alita : Battle Angel» a pris dès sa sortie la tête du box-office nord-américain, selon les chiffres provisoires publiés dimanche par la société spécialisée Exhibitor Relations. Le dernier film d'animation de Fox, qui raconte les combats d'une cyborg à la recherche de son passé, aura généré 33 millions de dollars à la fin de ce week-end prolongé aux Etats-Unis ainsi qu'au Canada, estime la société. Adapté d'un manga japonais et réalisé par Robert Rodriguez («El Mariachi», «Sin City»), produit par James Cameron («Titanic», «Avatar...»), il lui faudra maintenir le rythme pour être ren-

table : l'opus a coûté la coquette somme de 170 millions de dollars. Il a repoussé à la seconde place du box-office «La Grande Aventure Lego 2», inspiré du célèbre jeu de construction, qui devrait gagner 27,3 millions de dollars de vendredi à lundi contre 34,7 millions de dollars pour son premier week-end la semaine dernière. Autre nouveau venu : «Isn't it romantic ?», une parodie de film romantique avec l'actrice australienne Rebel Wilson, se dresse sur la troisième marche du podium avec des recettes attendues de 16,5 millions de dollars sur les quatre jours. Relégué de la deuxième à la quatrième place du classement, «What Men Want» reprend, en

sens inverse, les codes de «Ce que veulent les femmes», dans lequel le personnage incarné par Mel Gibson parvenait en 2000 à entendre les pensées du sexe opposé. C'est une agente sportive qui arrive cette fois à pénétrer l'esprit des hommes. Résultat : 12,6 millions prévus pour son second week-end sur les écrans.

L'épouvante paie : «Happy Birthdead 2 you», dans lequel Jessica Rothe reprend le rôle d'une jeune femme qui revit sa propre mort, devrait générer 11,5 millions dès son premier week-end, plus que son budget de neuf millions, et se positionne ainsi 5<sup>e</sup> au box-office. R. C.

## AGEND'ART

**Institut culturel italien d'Alger (El-Biar, Alger)**

**Jusqu'au 19 février :**  
Exposition «Rien de personnel», de l'artiste italien Claudio Burei. L'exposition est ouverte tous les jours sauf le samedi de 10h à 17h, le vendredi de 10h à 13h.

**Galerie d'art Asselah Hocine**

**Jusqu'au 10 mars :**  
Exposition de l'artiste peintre Abdennour Zerfaoui.

**Galerie Seen Art (Dely Ibrahim, Alger)**

**Jusqu'au 9 mars :**  
Exposition de l'artiste plasticien et calligraphe Yazid Kheloufi, intitulée «Les encres de l'âme».

**Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayet, Alger)**

**Vendredi 22 février à 20h30 :**  
Keral Productions présente un spectacle de Haroun, la révélation du stand-up français.



## Coupe du monde juniors d'escrime (sabre féminin) L'EN à la 6<sup>e</sup> place

LA SÉLECTION algérienne de sabre féminin s'est contentée de la 6<sup>e</sup> place dans les épreuves «par équipes» de l'étape d'Alger de la Coupe du monde juniors, dimanche à la salle Harcha-Hacène, après sa défaite (45-29) dans le deuxième match de classement contre le Japon. Éliminée par la Belgique (45-42) dès le premier tour de ces épreuves «par équipes», la sélection algérienne s'est bien ressaisie dans son premier match de classement en dominant le Chili (45-38), avant d'échouer dans le deuxième contre le Japon. Ainsi, la sélection nippone prend la 5<sup>e</sup> place au classement général, devant l'Algérie (6<sup>e</sup>), l'Égypte (7<sup>e</sup>) et le Chili (8<sup>e</sup>), au moment où la lutte pour les quatre premières places se poursuit actuellement entre l'Italie, la France, la Belgique et la Turquie. Au départ, neuf nations étaient engagées dans ces épreuves «par équipes», mais seules huit ont concouru finalement, la République démocratique du Congo (RDC) ayant déclaré forfait. Quatre sabreuses ont représenté les couleurs nationales dans cette épreuve

du «par équipes», en l'occurrence Zahra Khali, Chaïma Benaouda, Kaouther Belkbir et Naïla Benchechor. Au total, la Fédération algérienne d'escrime (FAE) a engagé dix sabreuses dans cette étape d'Alger de la Coupe du monde, mais les six autres n'ont disputé que les épreuves individuelles, dans lesquelles elles furent d'ailleurs précocement éliminées. Il s'agit de Djuher Afène, Houda Izem, Nour El Houda Salhi, Marwa Abdeldaim, Amira Kedour et Hayet Bouadjadi. En effet, dans ces épreuves individuelles, qui ont précédé le «par équipes», seules deux des dix sabreuses algériennes engagées ont réussi samedi à atteindre le tableau des 32, en l'occurrence Chaïma Benaouda et Naïla Benchechor. L'étape d'Alger, disputée samedi et dimanche à la salle Harcha, a enregistré la participation de 56 sabreuses, représentant 10 pays. Il s'agit de l'Algérie (10 athlètes), la France (12), le Japon (9), l'Égypte (6), la Belgique (4), l'Italie (4), le Chili (4), la Turquie (3), la RD Congo (3) et la Grande-Bretagne (1).

## Karaté-do/Open de Dubaï (kumité) Daïkhi en bronze

LE KARATÉKA algérien Hocine Daïkhi (+84 kg) a remporté la médaille de bronze des épreuves kumité dimanche, pour le compte de l'Open de Dubaï qui se déroule du 15 au 17 février aux Emirats arabes unis. L'Algérien, 24<sup>e</sup> au classement mondial et médaillé d'or aux Jeux méditerranéens-2018 de Tarragone (Espagne), a pris la médaille de bronze qui lui permet de glaner des points en vue de la qualification aux Jeux Olympiques 2020 de Tokyo. La médaille d'or est revenue au Japonais Kagawa Hideyoshi, 10<sup>e</sup> au classement mondial de la catégorie, devant le Français

Mehdi Filali (5<sup>e</sup> mondial). De son côté, la sélection féminine A de kata, composée de Selma Bedja, Hadj-Saïd Kamilia et Mouloud Yasmine, a pris la cinquième place, alors que l'équipe B (Amina Merabet, Amina Belabes et Slakdji Rayan) a terminé à la 11<sup>e</sup> place de la compétition. L'Algérie a pris part à l'Open de Dubaï, qui entre dans le cadre de la Premier League de karaté, avec une sélection composée de cinq athlètes en kumité : Atif Imène (+68 kg), Daïkhi Hocine (+84 kg), Mekdas Loubna (+68 kg), Chaïma Midi (-61 kg) et Taleb Imane (-50 kg) ainsi que deux sélections en kata.

## Championnat arabe des clubs de volley-ball/ (Gr. D - 3<sup>e</sup> j)

### Le GSP perd devant Gaz-Sud

LE CLUB algérien, le GS Pétroliers, s'est incliné devant son homologue Irakien Gaz-Sud sur le score de 3 sets à 2 en match comptant pour la 3<sup>e</sup> journée du Groupe D du championnat arabe des clubs de volley-ball, disputé dimanche à Tunis. Les sets de la rencontre ont été comme suit : (25-23, 21-25, 25-21, 23-25 et 12-15). C'est la 1<sup>re</sup> défaite des Pétroliers dans cette compétition après avoir enregistré hier samedi une victoire devant les Libyens de Souihli (3-1 : 25-22, 25-20, 18-25 et 25-21). Le GSP était exempt vendredi, après le forfait d'Al-Ahly du Bahreïn. Le club algérien devait affronter hier lundi, son homologue palestinien Chabab Djabilia à partir de 13h00. Pour le compte du même groupe, le club saou-

dien Al-Itihad affronte en ce moment Souihli de Libye. 18 clubs arabes répartis en 4 groupes prennent part à cette compétition organisée par l'ES Tunis du 15 au 23 février dans les salles de Radès et de Zouaoui à Tunis. Les deux premiers de chaque groupe seront qualifiés pour les quarts de finale.

L'entraîneur du RC Relizane, Abdelkrim Latreche, a démissionné de la barre technique de ce club évoluant en ligue 2 professionnelle de football, a-t-on appris dimanche auprès de la direction du club. Le président du RCR, Mohamed Hamri, a indiqué que la direction

# Quarts de finale de la Coupe d'Algérie de football NAHD-CRB, un choc et des incertitudes

■ Les quarts de finale de la Coupe d'Algérie de football débutent aujourd'hui avec le choc qui opposera les deux voisins algérois, le Nasr d'Hussein-Dey et le CR Belouizdad, au stade du 5-Juillet à 17h45.



Par Mahfoud M.

La confrontation s'annonce incertaine et indécise entre ces deux équipes qui souhaitent, toutes deux, aller le plus loin possible dans cette compétition. La balance penche, selon les observateurs, pour le Nasria qui traverse une belle étape avec les résultats probants enregistrés en Coupe de la CAF et qui demeure la bête noire du Chabab après l'avoir battu à plusieurs reprises en Coupe. Les Sang et Or se donneront à fond lors de ce match pour tenter de prendre option pour la qualification avant la manche retour. Certes, les joueurs se sentent exténués avec la succession des matchs,

surtout en prenant part à la phase des poules de la Coupe de la CAF, mais restent quand même déterminés à se sacrifier sur le terrain pour tenter de prendre le dessus sur leur adversaire. Le coach, Meziane Ighil, tentera encore une fois de faire tourner son effectif et comptera sur des joueurs chevronnés comme Gasmi et El Orfi pour prendre le dessus sur le Chabab même si ce sera encore une fois difficile. De son côté, le CRB aura à cœur de battre le Nasria et confirmer le succès au match aller du championnat sur ce même stade du 5-Juillet et donc arracher la qualification au prochain tour. Les gars de Laâkiba qui ont retrouvé le chemin de meilleurs résultats et ont quitté la

zone rouge souhaitent décrocher leur huitième trophée de l'histoire en même temps que de s'assurer le maintien en Ligue 1 Mobilis. Les Rouge et Blanc qui savent ce qui les attend lors de ce match se donneront à fond pour réussir une belle performance et réussir le meilleur résultat possible. Il s'agira de bien gérer la partie et ne pas flancher au risque de voir se faire surprendre par la formation du Nasria. Le driver, Abdelkader Amrani, a sa petite idée sur la manière de procéder pour contrecarrer cette équipe qui est sur une belle lancée et qui ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, surtout que son désir est de remporter cette Coupe.

M. M.

## JS Saoura

### Le président Hamlili garde espoir de jouer le podium

Le président Hamlili garde espoir de jouer le podium. Le président Hamlili Mamoune, président du Conseil d'administration du club. La JS a aligné, samedi à Béchar, sa troisième victoire de suite, toutes compétitions confondues, sous la houlette de Karim Zaoui, confirmé en tant qu'entraîneur en chef en rempla-

club commence à cueillir les fruits, permettant à l'équipe désormais de viser les premières places du championnat et aller le plus loin possible en Ligue des champions», a affirmé Hamlili Mamoune, président du Conseil d'administration du club. La JS a aligné, samedi à Béchar, sa troisième victoire de suite, toutes compétitions confondues, sous la houlette de Karim Zaoui, confirmé en tant qu'entraîneur en chef en rempla-

cement de Nabil Neghiz, démissionnaire. En Ligue des champions, la formation de Béchar s'est relancée dans la course à la qualification pour les quarts de finale en disposant mardi à domicile des Congolais de l'AS Vita Club (1-0), dans le cadre de la 4<sup>e</sup> journée de la phase de poules. «Nous faisons entièrement confiance à l'entraîneur et son staff et nous voulons toujours aller de l'avant. Ces résultats ont été acquis aussi grâce au soutien indéfectible des supporters, ce qui motive énormément le staff technique et les joueurs qui se donnent à fond tant en championnat de Ligue 1 qu'en Ligue des champions d'Afrique», a-t-il ajouté. Avec deux matchs en retard à disputer en déplacement face au CABB Arréridj et à domicile face au CS Constantine, la JS pointe à la 6<sup>e</sup> place au classement avec 30 points, à six longueurs du Paradou AC (3<sup>e</sup>, 36 pts).

## RC Relizane

### Latreche se retire

Le club a accepté la démission de l'entraîneur Abdelkrim Latreche, présentée samedi suite au nul (1/1) concédé par son équipe à Relizane face au NC Magra pour le compte de la 22<sup>e</sup> journée de la ligue 2. Abdelkrim Latreche, qui a signé un contrat à la mi-décembre der-

nier, a dirigé le RCR dans sept rencontres, glanant 13 points (4 victoires, un nul et deux défaites). Le RCR occupe la 6<sup>e</sup> place au classement de la ligue 2 professionnelle Mobilis avec 34 points, à six longueurs du leader, Nedjm Magra.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Melbou

## Un homme de 32 ans fait une chute en mer avec son véhicule

LE CORPS d'un jeune homme de 32 ans natif de Tahir a été repêché hier des eaux de Melbou à l'est de la wilaya. Ce dernier a fait une chute très tôt le matin (4h30mn) à bord de son véhicule immatriculé en Tunisie, selon la Protection civile de la wilaya de Béjaïa. La voiture est tombée depuis une falaise et la victime a été éjectée dehors depuis, sans doute, les vitres de la voiture qui étaient brisées. «Nos secours sont intervenus ce matin vers 07h35, pour la recherche d'éventuelles victimes, suite au dérapage suivi d'un renversement d'un véhicule léger immatriculé en Tunisie, depuis une falaise vers la mer, à la sortie du 1<sup>er</sup> tunnel sens Jijel-Béjaïa, dans la commune de Melbou», indique un communi-

qué de la Protection civile de la wilaya de Béjaïa. Et d'ajouter : «les recherches engagées par nos plongeurs et ceux de la Marine nationale, ont permis de repêcher une victime». «Il s'agit d'un homme de 32 ans, natif de Tahir, wilaya de Jijel, répondant aux initiales (B.H)», précise notre source. Le corps de la victime a été transporté sur un zodiac à la plage de Tassift (commune de Melbou) et il a ensuite été évacué dans ambulance à la morgue de la polyclinique de Souk El Tennine. Les recherches se sont poursuivies sur une zone étendue (du rivage jusqu'à 500 mètres au large). Notons que les recherches n'ont pas été suspendues en vue, éventuellement, de retrouver une deuxième victime. H.C.

Environnement

## Le Jardin d'essai d'El Hamma intègre le Réseau GENMEDA

LE JARDIN d'essai d'El Hamma (Alger) a intégré le Réseau de banques de graines et d'autres centres de conservation de ressources génétiques de la flore méditerranéenne (GENMEDA) qui regroupe des experts et spécialistes de renom en matière de conservation des plantes, a-t-on appris, lundi, auprès du directeur général du jardin, Abdelkrim Boulahia. Dans une déclaration à l'APS, M. Boulahia a précisé que le Jardin d'essai avait été accepté en février comme partenaire du Réseau de banques de graines et d'autres centres de conservation de ressources génétiques de la flore méditerranéenne (GENMEDA) qui regroupe 12 pays méditerranéens ainsi que des spécialistes de renommée internationale en la matière. Le responsable a indiqué, en outre, que l'intégration de ce Réseau constituait un acquis pour le Jardin et une occasion pour bénéficier des expériences des spécialistes et chercheurs de renom activant au sein de cette organisation environnementale, ajoutant que la gestion des jardins botaniques mondiaux était, aujourd'hui, «une science en soi» nécessitant un accès continu aux informations pertinentes dans ce domaine. L'accord de partenariat entre le Réseau et le Jardin d'El Hamma vise, a-t-il dit, à s'enquérir de l'ensemble des techniques modernes et des approches utilisées dans la préservation des graines, un rôle qui est, ajoute-t-il, assigné au Jardin d'essai en vue de préserver le patrimoine botanique algérien. Les dossiers de coopération entre les pays membres de ce réseau, représentés par des Jardins botaniques nationaux, des universités et des centres de recherche spécialisés en matière

de graines et de plantes portent sur l'échange d'expériences et le développement des approches communes visant la préservation des ressources végétales qui se partagent un caractère commun, à savoir le couvert végétal méditerranéen. Evoquant la conférence internationale organisée sur le Jardin d'El Hamma, le 8 avril passé, le même responsable a assuré qu'elle avait contribué grandement à son adhésion au Réseau GENMEDA, présidé actuellement par le directeur du Jardin public de Cagliari en Italie, présent également à ladite conférence. Pour rappel, un accord de partenariat a été signé avec le Jardin de Cagliari portant sur l'inventaire scientifique des espèces végétales disponibles au Jardin d'El Hamma, des sortes exceptionnelles qui ont attiré «l'attention» des experts italiens. M. Boulahia a annoncé la visite, fin avril prochain, du chercheur de renommée mondiale en botanique et graines, Cyrille Chatelain, une référence en termes d'œuvres académiques, prévoyant une éventuelle signature d'un accord de convention avec les conservatoire et jardin botaniques de Genève. L'avis de cet expert contribuera ultérieurement à classer le Jardin d'El Hamma comme monument mondial, a estimé M. Boulahia rassurant que le classement «national» d'El Hamma est actuellement en bonne voie, et annonçant le parachèvement des procédures administratives nécessaires avant de déposer le dossier de demande de classification auprès des services du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables.

H. Y.

## VERS UNE HAUSSE DES PRIX DE L'ENERGIE



Louvis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

## Un autre réseau de faux monnayeurs démantelé à Ouaguenoune

■ Les éléments de la sûreté urbaine de Ouaguenoune, à une vingtaine de kilomètres à l'Est de Tizi Ouzou, viennent de mettre fin aux agissements d'une bande spécialisée dans le trafic de billets de banque, le troisième en six mois.

Par Hamid M.

Un réseau de faux monnayeurs composé de trois individus a été démantelé cette semaine suite à l'exploitation de renseignements parvenus aux éléments de cette sûreté. Il est com-

posé de trois individus âgés entre 38 et 48 ans natifs des localités de Tizi Ouzou, Mekla et Tizirt. Les policiers ont saisi 516 coupures de faux billets de 2 000 dinars d'un montant de 1 032 000 dinars, trois véhicules et le matériel utilisé par les membres de ce réseau. Ces der-

niers ont été présentés hier après-midi devant le procureur de la République près des tribunaux de Tizirt pour plusieurs griefs dont association de malfaiteurs, contrefaçon et émission de faux billets de banque.

H. M.

Béjaïa

## Plusieurs affaires de trafic et consommation de drogue enregistrées

Plusieurs affaires de trafic de drogue ont été enregistrées ces deux dernières semaines à Béjaïa, impliquant plusieurs individus. C'est ainsi que deux individus ont été récemment arrêtés par la brigade de lutte contre la police judiciaire suite à de profondes investigations au niveau de la forêt de Sidi-Ouali. Il s'agit de K.H. 41 ans et de Z.S. 37 ans, repris de justice, a-t-on appris récemment de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Ces derniers avaient en leur possession 30.3g et 66 420,00 DA. Un dossier pénal a été préparé à l'encontre des mis en cause pour possession et commercialisation de drogue. Présentés devant le procureur de la République, ils ont été convoqués pour une comparution immédiate et ont été écroués, précise notre source. Aussi, un individu a été arrêté par la huitième sûreté urbaine pour trafic de

psychotropes au niveau de la gare routière. Il s'agit de A.N. 22 ans résidant à Béjaïa. Ce dernier a été interpellé alors qu'il tentait de prendre, sans succès, la fuite. Il avait en sa possession 18 comprimés de psychotropes qu'il tentait d'écouler aux jeunes dans cet endroit plein de monde. Présenté devant le procureur de la République près des tribunaux de Béjaïa, il a été convoqué pour une comparution immédiate pour possession illégale de psychotropes et il a été écroué. Par ailleurs, ces derniers jours, trois individus ont été appréhendés à minuit par les éléments de la brigade d'intervention de la police judiciaire de la sûreté de wilaya lors d'une ronde policière à hauteur de la rue des Aurès dans la ville de Yemma Gouraya. «Il s'agit de trois jeunes connus sous les initiales de A.A.S. 32 ans, B.A.A. 34 ans et L.A.A. 21 ans», selon toujours la cellule de communica-

tion de la sûreté de wilaya. Les trois dealers ont tenté de prendre la fuite mais, c'était sans compter sur la vigilance et la rapidité des services de sécurité qui ont encerclé les lieux. Après une fouille au corps, les policiers ont retrouvé dans les poches de l'un des trois individus une barrette de 98g et des bouts de kif traité dans la poche d'un autre, alors que le troisième avait en sa possession un autre bout de kif et une somme d'argent estimée à 6 900,00 DA. Un dossier pénal a été élaboré à leur rencontre pour possession de drogue et sa revente, achat en vue de commercialisation de drogue. Les trois prévenus ont été présentés devant le procureur de la République près des tribunaux de Béjaïa qui les a présentés en comparution immédiate puis écroués.

Hocine Cherfa